



**STATEMENT ON BEHALF OF AUSTRALIA, CANADA AND NEW ZEALAND (CANZ)
AT THE TWENTY-EIGHTH SESSION OF THE CONFERENCE OF THE STATES PARTIES
AGENDA ITEM 13 – BIENNIAL PROGRAMME AND BUDGET OF THE OPCW FOR 2024 AND 2025,
SUBMITTED BY THE EXECUTIVE COUNCIL, AND ALL ITEMS PERTAINING TO THIS BUDGET**

Thank you Chair.

I'm delivering this statement on behalf of CANZ – Australia, Aotearoa New Zealand and Canada.

We as States Parties have an opportunity to firmly demonstrate our commitment – and responsibility – to support the work of the OPCW by ensuring it has sufficient resources to fulfil its mandate.

As always, and as we have done this year, CANZ advocates for a biennial Programme and Budget that is reasonable and justifiable.

We want to ensure that the budget not only provides the OPCW with the financial support required to carry out its mandate and full programme of work, but that it also offers the Technical Secretariat clear pointers on priorities for the years ahead. This includes the work of the OPCW Investigation and Identification Team (IIT). The IIT was established based on a decision of this Conference a little over 5 years ago to identify the perpetrators of specific instances of chemical weapons use in the Syrian Arab Republic. It is imperative and appropriate that the budget continues to support this impartial and legitimate work.

At the same time, we also recognise that in the current tight economic climate, many States Parties, if not all, are facing budget constraints at home. We were mindful of this in considering the budget proposal, and are supportive of the use of any cash surplus to reduce assessed contributions.

We assess that the decision we have before us today represents a fair compromise between the needs of the organisation and the interests of States Parties. We call on all members to support it.

We further call on States Parties to meet their obligations and pay their assessed contributions in full and on time.

Thank you Chair.

I kindly ask you to consider this CANZ statement as an official document of the 28th Session of the Conference of the States Parties, and post it on the OPCW external server and public website.

**DÉCLARATION AU NOM DE L'AUSTRALIE, DU CANADA ET DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE (CANZ)
À LA VINGT-HUITIÈME SESSION DE LA CONFÉRENCE DES ÉTATS PARTIES**

**POINT 13 DE L'ORDRE DU JOUR : PROGRAMME ET BUDGET BIENNAL DE L'OIAC POUR 2024 ET
2025, SOUMIS PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF, ET TOUS LES POINTS RELATIFS À CE BUDGET**

Merci, Monsieur le Président.

Je prononce cette déclaration au nom des gouvernements de l'Australie, d'Aotearoa-Nouvelle-Zélande et du Canada.

En tant qu'États parties, nous avons l'occasion de démontrer fermement notre engagement – et notre responsabilité – à soutenir les travaux de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) en veillant à ce que celle-ci dispose de ressources suffisantes pour s'acquitter de son mandat.

Comme toujours, et comme nous l'avons fait encore une fois cette année, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande militent pour un programme et un budget biennal qui sont raisonnables et justifiables.

Nous voulons nous assurer que le budget non seulement fournit à l'OIAC l'appui financier dont elle a besoin pour s'acquitter de son mandat et exécuter son programme de travail en entier, mais qu'il offre également au Secrétariat technique des indications claires sur les priorités pour les années à venir. Cela comprend le travail de l'Équipe d'enquête et d'identification de l'OIAC. Cette équipe a été créée suivant une décision prise par cette Conférence il y a un peu plus de cinq ans afin d'identifier les auteurs de cas spécifiques d'utilisation d'armes chimiques en République arabe syrienne. Il est impératif et approprié que le budget continue d'appuyer ce travail impartial et légitime.

En même temps, nous reconnaissons que, dans le climat actuel de tensions économiques, de nombreux États parties, sinon tous, sont confrontés à des contraintes budgétaires. Nous en étions conscients lors de l'examen de la proposition budgétaire et nous sommes favorables à l'utilisation de tout excédent de trésorerie pour réduire les quotes-parts.

Nous estimons que la décision proposée aujourd'hui représente un juste compromis entre les besoins de l'organisation et les intérêts des États parties. Nous demandons à tous les membres de l'appuyer.

Nous demandons en outre aux États parties de s'acquitter de leurs obligations et de verser leurs quotes-parts en totalité et dans les délais prévus.

Merci, Monsieur le Président.

Je vous demande de bien vouloir considérer cette déclaration du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande comme un document officiel de la 28^e session de la Conférence des États parties, et de la publier sur le serveur externe et le site Web public de l'OIAC.